

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Nord  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 12/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KUHN MGM**

4 impasse des Fabriques  
67700 SAVERNE

Références : 0006703247/CF/CE  
Code AIOT : 0006703247

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement KUHN MGM implanté Parc de la Faisanderie - 67700 MONSWILLER. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a porté principalement sur l'installation de traitement de surface relevant des rubriques 2565 et 3260 de la nomenclature des installations classées et sur les rejets aqueux issus.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KUHN MGM
- Parc de la Faisanderie - 67700 MONSWILLER
- Code AIOT : 0006703247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Kuhn exploite plusieurs sites dans le secteur de Saverne. La société Kuhn MGM est spécialisée dans la fabrication et le montage de machines agricoles et forestières. Le site de Monswiller dédié à l'assemblage de grandes machines fait l'objet d'une autorisation d'exploitation au titre des installations classées par arrêté préfectoral depuis le 09/05/2007 notamment pour les rubriques 2565 (traitement de surface métalliques), 2920 (installations de compression) et 2940 (application de vernis, peinture...). Il accueille également des activités soumises à déclaration sous les rubriques 2575 (emploi de matières abrasives) et 2910 (combustion).

Son activité de traitement de surface répond également à un classement "IED" sous la rubrique 3260 pour un volume total de cuves supérieur à 30 m<sup>3</sup>. De ce fait, les rejets eau de l'installation font l'objet d'un suivi spécifique renforcé, encadré par des arrêtés complémentaires en 2009 et 2013.

#### **Champ de la visite :**

La visite a porté principalement sur l'installation de traitement de surface relevant des rubriques 2565 et 3260 de la nomenclature des installations classées.

### Thématiques principales contrôlées :

- Risque incendie
- Rejets eau

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations électriques - contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Moyens de lutte incendie - détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Eau - Conditions de rejet des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 9.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recensement des parties à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Traitement de surface - chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	Sans objet
4	Moyens de lutte incendie - moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet
6	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 9.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas présenté en séance plusieurs documents demandés permettant de vérifier le suivi et le bon fonctionnement des installations électriques et des systèmes de détection d'incendie. Les dépassements des valeurs limites d'émissions pour le paramètre Fluorure (F-) dans les rejets aqueux en sortie de l'atelier de traitement de surface sont susceptibles d'avoir des impacts sur le milieu aquatique. Il est attendu que l'exploitant identifie la cause de ces dépassements et y remédie au plus vite.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Recensement des parties à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<b>Prescription contrôlée :</b> « Localisation des risques. L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. (...)»

<p><b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un plan permettant de localiser les zones à risque de l'établissement. Ce plan permet de visualiser les secteurs dans lesquels sont entreposés fioul et hydrocarbures, acides/bases, les zones à risque d'atmosphère explosive, ainsi que les zones à faible et forte charge calorifiques.</p>
<p><b>Observation :</b> Il conviendrait toutefois d'ajouter sur ce plan les interrupteurs centraux ou arrêt d'urgence des circuits électriques ainsi que le bouton de commande du système d'extinction de l'armoire centrale de l'atelier de traitement de surface. S'agissant d'une non-conformité documentaire ce point ne fait pas l'objet de suite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Installations électriques - contrôles périodiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> « III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 04/10/2010 susvisé est au moins annuel.</p> <p>Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. (...).</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p><b>Constats :</b> Après la visite, l'exploitant a transmis les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de vérification des installations électriques - n°2332829-1-1 du 17/02/2023 ;</li> <li>- Certificat Q18 - n°2332829-1-1 du 17/02/2023 ;</li> <li>- Rapport interne de vérification des installations électriques par thermographie du 14/05/2023.</li> </ul> <p>Le rapport de vérification des installations électriques APAVE n°2332829-1-1 du 17/02/2023 fait état de 14 observations (11 observations récurrentes par rapport à la précédente vérification et 3 nouvelles observations).</p> <p>L'exploitant ne tient pas à jour de registre spécifique de consignation des contrôles mais dispose d'un fichier informatique spécifique regroupant les rapports de contrôles réalisés.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté de pièces justificatives permettant d'attester de la correction des anomalies relevées sur les installations électriques dans le dernier rapport APAVE et qui, d'après la codification des observations utilisées dans le rapport (numéro d'observation récurrente vs nouvelle observation), semblent avoir déjà été signalées lors d'un contrôle précédent des installations. Cela constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 3 : Traitement de surface - chauffage des bains

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"(...) Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.(...)"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation de traitement de surface n'est pas équipée de détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve.</p> <p>Cela ne constitue toutefois pas une non-conformité à la prescription contrôlée car le système de chauffage des bains n'est pas un système interne mais un système externe. Le produit est chauffé avant son arrivée dans le bac et non directement par des résistances dans le bac comme on peut le voir dans certaines installations de traitement de surface. Les liquides des bains sont pompés puis réinjectés après avoir circulé dans le circuit de chauffage. Si le niveau de liquide dans la cuve est bas, le système de pompage/ré-injection ne fonctionne plus. Il n'y a donc pas de risque d'auto-échauffement en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« I. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. (...)»</p> <p>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. (...)»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite des locaux, axée principalement sur l'atelier de traitement de surface, l'inspection constate sur le trajet emprunté la présence de dispositifs d'extinction mobiles et de robinets d'incendies armés (RIA). A la demande de l'inspection, un RIA positionné à l'angle nord du hall de stockage de marchandises ou hall d'expédition est testé et s'avère fonctionnel. L'inspection relève le dernier contrôle périodique de cet appareil réalisé le 09/01/2023.</p> <p>L'atelier de traitement de surface dispose de moyens de lutte contre l'incendie spécifiques. L'armoire de commande centrale du traitement de surface est équipée d'un système d'extinction à l'azote. Ce système d'extinction est commandé par un interrupteur positionné sur le côté droit de l'armoire centrale de l'atelier.</p> <p>L'exploitant précise qu'il fait vérifier ce système d'extinction de manière semestrielle. L'inspection relève directement sur la cartouche d'extinction à l'azote de l'atelier de traitement de surface que les vérifications sont effectivement faite à intervalle semestriel. Les dernières vérifications datent de février et août 2023.</p> <p>L'exploitant explique que le dimensionnement de besoins d'extinction mobiles a été calculé sur la base d'une étude "R4". L'exploitant n'a toutefois pas présenté à l'inspection l'étude justificative du dimensionnement des moyens incendie lors de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Moyens de lutte incendie - détection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> " (...) II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : (...) - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. (...)  Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.  III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). À tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.  IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.  Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b> L'exploitant explique que l'atelier de traitement de surface est équipé d'un système de détection automatique d'incendie.  Il décrit oralement la procédure d'alerte : en cas de détection incendie dans l'atelier, une alarme s'active au poste de garde. Le gardien effectue alors une levée de doute par appel téléphonique au technicien sur place. Si le doute est confirmé, le technicien sur place déclenche l'alarme générale et actionne l'interrupteur d'arrêt d'urgence de l'installation.  L'exploitant précise que des exercices incendies programmés ou inopinés sont fait régulièrement sur le site avec les pompiers. Le dernier a été réalisé de manière inopinée en septembre 2023.  L'exploitant ne dispose pas d'un registre de consignation des contrôles mais tient à jour sur un fichier informatique regroupant les rapports des contrôles réalisés.  L'exploitant procède via un prestataire spécialisé à la vérification annuelle du fonctionnement du système de détection. Il n'a toutefois pas présenté de rapport attestant du contrôle annuel des détecteurs. Le respect de la prescription ne peut donc être vérifié. Cela constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Confinement des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> " (...) Les installations sont équipées d'un dispositif de confinement permettant de recueillir des eaux polluées. Ce dispositif comprend un bassin d'un volume minimum de 1 740 m <sup>3</sup> au moins.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances."

**Constats :**

Le jour de la visite, nous nous rendons à proximité du bassin de confinement des eaux incendie situé au Nord-ouest du site, le long de la route de Steinbourg. Ce bassin ne contient pas d'eau. L'inspection note toutefois la présence de végétation type roseaux et massettes dans la partie centrale.

Ce bassin est positionné à côté d'un second bassin, qui lui se trouve être en eau et dont l'exploitant précise qu'il s'agit de réserve incendie du site.

Le bassin de confinement est équipé d'un double système de commandes permettant son obturation en cas d'incendie : un système électrique et un système manuel (en situation de coupure de courant).

Les procédures de fermeture de la vanne sont explicitées clairement sur un panneau installé à côté de la vanne.

**Observations :**

L'évolution de la végétation est à surveiller par l'exploitant afin qu'elle ne réduise pas de manière significative les volumes successibles d'être contenus par le bassin.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Eau - Conditions de rejet des eaux industrielles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 9.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Impact milieu

**Prescription contrôlée :**

« Les rejets d'eaux usées industrielles dans la station d'épuration collective urbaine doivent (...) satisfaire aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

En sortie de la station de prétraitement des eaux usées provenant de l'atelier de traitement de surfaces, les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes :  
(...)

- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) :

(14) Ion Fluorure (en F-) : concentration moyenne sur 24h consécutives = 15 mg/l »

**Constats :**

En amont de la visite, l'inspection a consulté les résultats des autosurveillances réalisés par l'exploitant pour les rejets à la sortie de la station de pré-traitement de l'atelier de traitement de surface.

La consultation des résultats sur l'application GIDAF (qui permet à l'exploitant de transmettre les résultats de l'autosurveillance de ses émissions en ligne à l'administration) a mis en évidence des dépassements ponctuels pour le paramètre Fluorure (F-) :

- le 12/02/2022 à 19 mg/l ;

- le 27/02/2023 à 30 mg/l ;

- les 06 et 27/09/2023 à 16 mg/l.

L'inspection relève notamment une concentration doublée par rapport à la limite d'émission autorisée le 27/02/2023. Bien que ponctuels, ces dépassements apparaissent de façon récurrente dans les résultats de l'auto-surveillance sans que l'exploitant ne soit en mesure d'en expliquer la source. Ces dépassements sont contraires à la prescription et constituent une non-conformité.

Il est attendu que l'exploitant identifie l'origine de ces émissions en fluorures et qu'il remédie à ces

dépassements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** 2 mois